

Nous soumettons donc que ces réformes doivent être retardées afin de permettre une étude plus approfondie du problème qui les suscite, et de l'opportunité et des modalités de l'application possible de mesures correctives, efficaces et justes.

Nous vous renouvelons notre désir de participer à cette étude...

Monsieur l'Orateur, si le ministre lit honnêtement tous les mémoires et les lettres qui nous parviennent, il ne peut faire autrement qu'accepter la suggestion de renvoyer l'étude de la question au comité. Au nom de la démocratie, au nom de la simple justice sociale, nous lui demandons ce soir de permettre au moins aux intéressés de se faire entendre au comité, même si sa décision est irrévocable, même s'il n'y peut rien personnellement, car nous savons que les hauts fonctionnaires—instruments de la haute finance canadienne—comptent beaucoup plus qu'un simple ministre. Même s'il était obligé de sortir des sentiers battus par ses prédécesseurs, qu'il tente l'expérience, pour une fois, en cette enceinte. Qu'il prenne une décision personnelle, humaine et démocratique, en permettant que ce bill soit déféré au comité pour y être étudié.

Nous savons que le ministre fait partie d'un gouvernement majoritaire et qu'il lui est presque impossible d'être un vrai démocrate. Mais s'il accède aux désirs de l'opposition, il y aura eu au moins quelques heures de démocratie, en cette enceinte, et le peuple lui en sera reconnaissant, car il détecte déjà son erreur monumentale.

Je sympathise avec les grands quotidiens qui se sont battus pour un tel gouvernement. Quant à ces grands quotidiens qui ont livré une bataille à n'en plus finir durant les élections, je serais porté à leur appliquer la fable de La Fontaine «La cigale et la fourmi» et leur demander: «Que faisiez-vous en temps d'élections? Vous chantiez? Eh bien, dansez maintenant!»

[Traduction]

**M. R. E. McKinley (Huron):** Monsieur l'Orateur, le but essentiel de ce projet de loi est d'augmenter les tarifs postaux. Pour être honnête, je dirai qu'à certains égards je ne désapprouve pas entièrement cet objectif. Je dis à certains égards, monsieur l'Orateur, car dans la situation actuelle nous allons obtenir plus en payant moins. (*Exclamations*) Je veux dire payer plus et obtenir moins.

**L'hon. M. Asselin:** Le ministre sourit.

**L'hon. M. Kierans:** Il avait raison la première fois.

[M. Gauthier.]

**M. McKinley:** Le coût de nos services postaux va augmenter, mais les services seront réduits. A mon avis, nous devons examiner très soigneusement l'action et l'attitude du ministère et du ministre dans ce domaine. Celui-ci a assumé plein de vigueur et d'énergie ses nouvelles fonctions et nous devons l'en féliciter. Je tiens à le féliciter et à lui souhaiter la bienvenue dans cette Chambre.

• (8.40 p.m.)

Ayant déjà participé au gouvernement du Québec en qualité de ministre du revenu, il s'est sans aucun doute intéressé aux problèmes des recettes. C'est pourquoi il voudrait augmenter celles de son ministère et le rendre rentable. A ce propos, je lui conseille pour débiter, de revenir au papier à lettres noir et blanc ordinaire quand il répond de son bureau, au lieu d'employer le coûteux papier frappé d'or couramment utilisé. Je me demande également si ses relations antérieures avec la Bourse de Montréal lui ont fait croire que la suspension du courrier le samedi ne créerait aucune difficulté. Je suis content qu'il ait annoncé un changement de politique dans ce domaine.

A ce propos, qu'il me soit permis de lire une lettre que j'ai reçue afin de montrer au ministre qu'il est dans la bonne voie. En voici un extrait:

Nous bénéficions de la livraison rurale depuis plus de cinquante ans. C'est devenu un droit fondamental. Le journal du samedi est de beaucoup le plus important de la semaine. Nous nous abonnons d'avance pour qu'il nous soit livré toute l'année et nous n'aimons pas que le gouvernement s'immisce dans ce contrat. C'est, de la part de M. Kierans, une mesure rétrograde que désapprouveront tous ceux qui paient depuis des années pour avoir la livraison rurale. Après l'établissement de ce service il y a une cinquantaine d'années, on a constaté, et on l'a déclaré publiquement dans les journaux, que les recettes découlant de l'augmentation des ventes de timbres-poste excédaient les dépenses engagées pour la livraison rurale. En agissant ainsi M. Kierans trompe la confiance des gens. On le paie pour livrer le courrier le samedi sur les routes rurales mais il refuse de le faire.

La suspension du courrier le samedi n'aurait peut-être pas créé de difficultés aux membres de la Bourse de Montréal mais il en aurait créé à mes commettants. Nous autres, dans les régions rurales, nous sommes un peu fatigués du rôle de bouc émissaire qu'on nous fait jouer chaque fois que le gouvernement décide de réduire ses dépenses dans un domaine quelconque. Un exemple récent: la mesure obligeant l'agriculteur à payer un taux d'intérêt plus élevé pour le crédit agricole. C'est le gouvernement, et non le cultivateur, qui est le premier responsable de la hausse importante des taux d'intérêt, à cause de ses programmes de dépenses. C'est à l'épo-